

Ouvrage coordonné par **Marc Petel**

Toute l'histoire des idées

De l'Antiquité à nos jours



Préface d'**Olivier Bobineau**

ellipses

Introduction

RASSEMBLER toute l'histoire des idées en un seul livre, n'est-ce pas un projet trop ambitieux pourraient penser le lecteur honnête? En effet, notre dessein n'est pas de présenter, depuis la naissance *d'Homo sapiens*, il y a 300 000 ans environ, la genèse et le développement de toutes les idées que les hommes ont pu avoir. Il nous est apparu plus judicieux de sélectionner des penseurs qui ont marqué l'esprit humain et qui nous ont légué, aujourd'hui encore, des grilles de lectures pertinentes pour saisir le monde contemporain. Ces penseurs seront utiles à la personne désireuse de maîtriser les grandes problématiques contemporaines, tout comme à l'étudiant en IEP, en école de commerce ou à l'université et qui souhaite réussir un concours, de la fonction publique notamment.

Mais, avant toute chose, qu'est-ce qu'un penseur? Nous aurions pu, plus largement, retenir des auteurs célèbres comme Marcel Proust ou encore William Shakespeare, pour ne citer qu'eux, puisqu'ils ont effectivement marqué leur époque et qu'ils font bien partie des personnalités les plus célèbres au monde. Pour autant, ils ne nous ont pas laissé une analyse philosophique ou scientifique de leur société, la philosophie étant pour nous conçue comme une « propédeutique », une démarche suscitant le questionnement et produisant de remarquables synthèses, au sens hégélien du terme. Quant aux sciences, elles permettent aux chercheurs de parvenir à des vérités : à un moment donné du temps, en suivant les règles admises par la communauté scientifique, il est envisageable, pour les hommes, de produire des énoncés relativement stables sur les différents objets étudiés. Alors le réel, si l'on suit l'analyse du philosophe Francis Wolff, dans *Le temps du monde* (Fayard, 2023), nous est-il vraiment accessible en dehors de la conscience humaine? La philosophie, justement, par ses interrogations et les problématiques soulevées, questionne le réel, quand les sciences, par leur tentative de vérification empirique, permettent d'apporter des éléments de réponse suscitant... de nouvelles interrogations! De fait, cet ouvrage s'inscrit contre un certain relativisme ambiant pour lequel tout se vaudrait ainsi que contre une dichotomie trop marquée entre les sciences et les autres catégories de savoirs : sciences et philosophie sont en discussion. De plus, si l'on peut «tout dire», on ne peut le dire «n'importe comment», une certaine rigueur s'imposant dans l'argumentation et la démonstration.

Notre ouvrage développe la pensée de quarante-six philosophes et scientifiques répartis dans quatre domaines de la connaissance : l'économie, la philosophie, la sociologie et l'anthropologie et, enfin, les autres sciences. Quant aux

fiches, elles sont toutes structurées de la même façon : une présentation de l'auteur, ses concepts clés, l'étude d'un extrait d'ouvrage, des problématiques pertinentes, l'actualité du penseur et, enfin, une bibliographie.

Une précision importante : il convient de distinguer le terme de « notion », proche de l'intuition, de celui d'idée voire de concept, termes qui relèvent tous deux d'une construction théorique. En effet, le mot « notion » provient du latin *notio* qui se rapporte à une « connaissance intuitive », selon le Grand Robert. *A contrario*, l'idée, du latin *idea*, est une « représentation intellectuelle » et le concept, dérivé du latin *conceptus*, est une « idée générale » ou... « pensée » justement !

Ainsi, cet ouvrage s'inscrit pleinement dans la filiation du précédent, *Toute la culture générale en un seul livre* (Bobineau, Petel (dir.), Ellipses, 2024), avec un objectif premier : avoir recours aux compétences de spécialistes pour mettre au service de toutes et de tous le « savoir utile » et non le « savoir stérile » que l'on étale en société pour épater les autres. De fait, ce livre entend vulgariser des connaissances fondamentales propres à rendre compte de la complexité des idées de notre temps.

||| ***Les auteurs et leurs initiales mentionnées au bas de chaque fiche***

- Julia Defendini : JD
- Michel Delattre : MD
- Jean Giusti : JG
- Dominique Glaymann : DG
- Joël Hillion : JH
- Marc Petel : MP



Première partie

Onze économistes dont la pensée est majeure

William PETTY (1623-1687)

Présentation de l'auteur

William Petty est économiste, scientifique, philosophe, médecin et même membre du parlement. Son livre le plus connu est *Essais d'arithmétique politique*, œuvre écrite entre 1671 et 1687 et publiée à titre posthume en 1690. Ce livre a posé les bases de l'économie politique et de la démographie en ayant recours à de nombreuses statistiques, comme par exemple, en Irlande, l'évolution du rapport entre la production et la population. Il est aussi à l'origine de la célèbre expression «le laissez-faire» en matière économique. Cet auteur n'a donné naissance à aucune école de pensée mais a eu une influence considérable sur des auteurs classiques comme Adam Smith et aussi sur John Maynard Keynes.

Il s'élève contre les mercantilistes (ensemble d'auteurs de 1550 à 1750 qui ont été regroupés par Adam Smith en un courant de pensée qu'il appelle mercantilisme ou système mercantile) et leurs trois grandes propositions : 1) le surplus ou le déficit d'exportation mesure l'avantage ou le désavantage qu'une nation retire ou endure du commerce international; 2) le surplus ou déficit d'exportation est ce en quoi consiste l'avantage ou le désavantage que l'on retire du commerce international; 3) le surplus ou le déficit d'exportation est la seule source de gains ou de pertes pour une nation dans son ensemble.

Enfin, selon Schumpeter : « Petty était un self-made man ou un homme qui s'était fait tout seul [...], un de ces individus pleins de vitalité qui transforment en réussite presque tout ce qu'ils touchent, même leurs échecs. [...] Il reste l'une des grandes figures de la pensée économique. Mais, pour ce qui est de sa renommée posthume, la chance est venue amplifier ses mérites. En décrétant que Petty avait fondé l'économie politique, Marx joignait les applaudissements socialistes à ces éloges bourgeois dont Roscher avait donné le signal dès 1857. » (Schumpeter, 1983, p. 294). En effet Karl Marx considérait que Petty, qui s'était penché sur les problèmes concrets de son pays en matière d'impôts, de monnaie ou de politique commerciale, était le premier auteur classique bien avant Smith alors que Keynes, lui, considérait que la pensée économique classique ne commençait qu'avec David Ricardo.

||| **Ses concepts clés**

La richesse et les facteurs de production

Dans son ouvrage *Essai d'arithmétique politique*, Petty a introduit des méthodes quantitatives dans l'analyse économique. Il y propose une approche systématique pour évaluer les ressources économiques d'un pays, en utilisant des chiffres et des statistiques. Pour Petty, le produit national et la richesse vont bien au-delà de l'or et de l'argent. Il établit ainsi pour la première fois une estimation du revenu personnel moyen annuel par habitant: 6 livres et 13 shillings. Il distingue même les différents types de revenus; il différencie aussi les stocks des flux. Il analyse, plus généralement, les facteurs de production avec en tête, le travail et la terre sans oublier «la productivité générale». Précisément, il propose que la valeur d'une marchandise soit déterminée par le coût en travail nécessaire pour sa production, préfigurant ainsi les théories de la valeur-travail de Smith et de Marx, notamment.

La monnaie

Il établit une formule afin de mesurer la vitesse de circulation de la monnaie: $Y = MS \cdot V$. Cette formule signifie que si un État souhaite que la production (Y) s'accroisse, sachant que l'offre de monnaie (MS) est déterminée et constante, alors il est nécessaire que la vitesse de circulation de la monnaie (V) soit plus élevée. Or, seul le système bancaire peut en accroître la vitesse. La monnaie reste néanmoins pour lui un moyen et non une fin. Quant au taux d'intérêt, il s'agit d'une compensation pour le prêteur. Ce taux doit donc être égal au loyer de la terre que le prêteur pourrait acheter.

Laissez-faire et plein emploi

À l'origine de l'expression «laissez-faire», à travers sa formule *vadere sicut vult* (aller comme il veut), il se positionne de fait contre les monopoles, contre aussi le contrôle des exportations d'argent ou celui des importations. Concernant le plein-emploi, il s'agit de l'objectif le plus élevé d'une société, le travail étant la principale source de richesses. Selon Petty, il valait mieux payer des hommes à faire des travaux publics extravagants plutôt que de les laisser oisifs, selon son fameux exemple du déplacement par des ouvriers des pierres de Stonehenge à travers les plaines de Salisbury. Ce conseil annonce le célèbre exemple de Keynes sur des chômeurs payés à creuser des trous le matin puis, à les reboucher l'après-midi. Enfin, il promeut la division technique du travail: si de nombreuses personnes concourent à la production, les biens sont moins chers et de meilleure qualité, suite à une étude qu'il a menée sur les chantiers navals hollandais.

||||| **Étude d'un extrait d'ouvrage**

“ WHEREFORE BY APPLYING THOSE NOTIONS UNTO IRELAND, I THINK I HAVE HARPED UPON THE RIGHT STRING, AND I HAVE STRUCK WHILEST THE IRON IS HOT; BY PUBLISHING THEM NOW, WHEN, IF EVER AT ALL, THEY BE USEFUL. I WOULD NOW ADVERTISE THE WORLD THAT I DO NOT THINK I CAN MEND IT, AND THAT I HOLD IT BEST FOR EVERY MANS PARTICULAR QUIET, TO LET IT VADERE SICUT VULT. (C'EST POURQUOI, EN APPLIQUANT CES NOTIONS À L'IRLANDE, JE PENSE QUE J'AI TIRÉ SUR LA BONNE CORDE ET QUE J'AI FRAPPÉ PENDANT QUE LE FER ÉTAIT CHAUD; EN LES PUBLIANT MAINTENANT, LORSQU'ELLES SERONT UTILES, SI JAMAIS ELLES LE SONT. JE VOUDRAIS MAINTENANT ANNONCER AU MONDE QUE JE NE PENSE PAS POUVOIR LE RÉPARER, ET QUE JE PENSE QU'IL VAUT MIEUX, POUR LA TRANQUILLITÉ DE CHACUN, LE LAISSER PASSER). ””

PETTY, 1899.

Cet extrait renvoie à un principe de sagesse, à une maxime : *vadere sicut vult* (aller comme il veut) qui préfigure le « laissez-faire, laissez-passer », que l'on retrouvera plus tard avec Quesnay et Smith, notamment.

En effet, des richesses supérieures sont créées par les manufactures mais à une condition : chaque manufacture aura une partie de la production, elle-même divisée en tâches différentes pour chaque salarié. Il prend précisément l'exemple de la montre dont chaque partie, les rouages, les aiguilles, le cadran, est confiée à une personne différente. Si les manufactures sont libres, alors les bienfaits de la division technique du travail permettront à la nation d'atteindre un niveau de richesse plus élevé.

||||| **Des problématiques pertinentes**

- Comment l'ébauche d'une théorie de la valeur travail par William Petty peut-elle éclairer les débats contemporains sur les inégalités salariales dans un marché du travail en constante évolution ?
- Dans quelle mesure l'approche quantitative d'analyse économique de Petty peut-elle être appliquée aux politiques publiques contemporaines pour améliorer la prise de décision économique dans un monde de plus en plus complexe ?
- Quel est le rôle actuel de la monnaie dans la stimulation de l'économie, à la lumière des réflexions de Petty sur la création monétaire et son impact sur les taux d'intérêt et l'inflation ?

|||| Son actualité

Adam Smith reprendra son idée d'harmonie naturelle du monde et aussi les bienfaits de la division technique du travail.

Karl Marx, lui, retiendra l'idée que le travail était la plus grande source de richesse du royaume, même si cette richesse était capturée, pour lui, par les capitalistes.

Keynes, enfin, n'oubliera pas l'importance des dépenses publiques pour stimuler la demande, la production et l'emploi. Petty, en effet, est à l'origine du premier multiplicateur d'investissement dans une forme simple : 100 livres passant par 100 mains, avec un coefficient multiplicateur égal à 1.

III Bibliographie

- HULL CHARLES HENRY, *The Economic Writings of Sir William Petty*, Cambridge, Cambridge University Press, 1899.
- PETTY WILLIAM, *Several essays in political arithmetic*, Oxford, Gale ECCO Print Editions, (1690) 1755.
- SCHUMPETER JOSEPH, *Histoire de l'analyse économique*, Tome 1, Paris, Éditions Gallimard, (1954) 1983.

MP

Fiche 2

François QUESNAY (1694-1774)

Présentation de l'auteur

François Quesnay naît en 1694 à Mérée dans les Yvelines. Il est le premier fils d'une famille de classe moyenne. Il entame des études de gravure qu'il abandonne pour devenir chirurgien en 1718 puis médecin. Il va beaucoup publier en tant que médecin notamment sur la saignée et les humeurs. La publication est un élément important pour comprendre la trajectoire de Quesnay.

En effet, à l'époque, les chirurgiens sont les plus modestes des médecins et Quesnay pratique essentiellement des accouchements. Avec la publication, il devient un personnage significatif, et quelques années après la parution de son premier ouvrage, *Essai physique sur l'économie animale*, en 1736, il quitte Mantes pour Paris. Puis, il est mis au service d'un des grands du royaume et obtient le poste de secrétaire de l'académie de chirurgie. En 1749, il devient le médecin de Madame de Pompadour, favorite de Louis XV. Il s'installe alors à Versailles et a accès directement au pouvoir. Il peut rencontrer régulièrement le roi lui-même et autres personnages importants de la Cour.

Ses écrits, d'abord médicaux et centrés sur la façon dont circule le sang, s'orientent peu à peu vers des questions plus épistémologiques et notamment sur les modes d'acquisition et de diffusion des connaissances. Quesnay a des ambitions scientifiques : il souhaite créer une science là où il n'y avait que des connaissances éparses. En l'absence de science économique gouvernementale, les décisions économiques sont prises au bureau des commerces, avec les représentants des manufactures, du commerce mais pas de l'agriculture. Quesnay va se présenter comme le défenseur des intérêts de l'agriculture contre ceux du commerce et s'oppose ainsi au colbertisme qui défendait une intervention de l'État dans l'économie pour la stimuler, notamment à travers les manufactures et le commerce.

On considère que la rencontre entre Mirabeau et Quesnay marque le début de la physiocratie. Quesnay va ensuite recruter des disciples pour approfondir ses idées et les développer. Ces adeptes viennent de plusieurs milieux : Dupont de

Nemours, journaliste révolutionnaire, l'abbé Baudeau, ecclésiastique, ou encore Lemercier de la Rivière, juriste. François Quesnay fonde ainsi la première école de pensée économique que ses adversaires qualifieront de secte.

III. **Ses concepts clés**

Le produit net

La naissance de la physiocratie constitue une rupture par rapport aux mercantilistes qui considéraient que la richesse était fondée sur l'or et les métaux précieux. Chez les physiocrates, et Quesnay en particulier, c'est la terre qui produit la richesse et il faut revoir l'ensemble de la politique économique en se fondant sur l'agriculture. L'objectif économique que se fixent les physiocrates est la prospérité de l'État. Une telle préoccupation découle du fait que le XVII^e siècle est marqué par des famines et des révoltes populaires récurrentes qui affaiblissent le pouvoir du souverain.

Le grain n'est pas, pour Quesnay, une richesse en soi. La richesse est l'ensemble des productions-consommations circulant dans l'économie à un prix convenable, qu'il appelle le « bon prix ». Seulement, il faut bien que cette richesse ait une source. Or, selon Quesnay, seule l'agriculture permet de dégager un excédent. La terre, en effet, ne se contente pas de reproduire les semences qui y ont été déposées; de ces semences, elle fait une plante, elle crée un surplus. Une graine de blé fait pousser un épis qui donne plusieurs graines; l'une est réutilisée pour la semence suivante, d'autres sont versées aux travailleurs pour leur subsistance, d'autres encore sont rendues à celui qui avait avancé les moyens de production, et les dernières reviennent au propriétaire en échange de sa terre. Ces dernières graines forment ce que Quesnay appelle le « profit des biens fonds » ou « surplus net » ou encore « produit net » et qui est pour lui un « don de la nature ».

Le surplus est d'abord une substance physique, c'est une quantité de production agricole, mais qui n'est pas séparée du reste de la production. C'est seulement lorsque la production agricole a été achetée, lorsqu'elle revient au fermier et au propriétaire sous la forme d'un revenu que le *surplus* devient *net*: le fermier prend sa part du revenu et donne le reste au propriétaire terrien. À son tour, le propriétaire dépense son revenu (son surplus net en valeur) dans l'économie. Et c'est cette circulation du surplus en valeur que Quesnay appelle « richesse ».

L'impôt

La propriété est pour Quesnay un droit naturel synonyme de droit à la sûreté. Il reprend l'analyse lockienne de l'origine du droit de propriété : l'appropriation des biens se fait par le travail dans l'état de nature (la prise par la production). La propriété est d'abord personnelle (au nom du droit à la jouissance et la subsistance) puis mobilière et enfin immobilière. Le développement de ces propriétés exige une autorité tutélaire qui les garantisse. L'État devient ainsi copropriétaire en même temps qu'il assure la propriété. À ce titre, il reçoit une part du produit net : c'est l'impôt.

La seule assiette légitime de l'impôt est le produit net touché par les propriétaires terriens et ce pour plusieurs raisons. D'abord, comme l'État est copropriétaire de la terre, il a un contrôle aisément exercé sur ses productions qui sont alors facilement imposables, contrairement aux richesses pécuniaires. Ensuite, le produit de l'agriculture est la seule chose que Quesnay considère comme une richesse authentique. Cependant, on pourrait envisager de taxer les autres acteurs de l'activité agricole. Ce n'est pas le cas, car pour les physiocrates, tous les autres revenus ne sont que des frais qui, s'ils sont taxés, ne seront pas réavancés à la même hauteur l'année suivante. L'impôt ne peut donc être supporté par les fermiers dont les revenus ne sont pas de nouvelles richesses créées mais l'équivalent en monnaie de ce qu'ils avaient avancé en salaires, en bestiaux, en outils pour la production. Il en va de même pour le revenu du laboureur qui ne correspond finalement qu'aux dépenses qu'il avait effectuées pour cultiver la terre. Prélever le revenu national sur les reprises des fermiers ou des laboureurs, c'est donc empêcher la rentabilité de leur activité et conduire l'État à sa perte : moins les reprises sont importantes, moins les avances peuvent l'être. Or, les avances conditionnent la productivité des cultures, donc la prospérité de l'État. La solution trouvée par Quesnay est alors de prélever l'impôt sur ce qui représente une richesse à proprement parler, un pur excédent. Et, le seul revenu de l'économie qui corresponde à un surplus, qui ne rétribue pas ni un travail ni une avance, c'est le produit net, profit retiré de la culture par les propriétaires terriens. C'est ainsi que naît l'idée de l'impôt unique prélevé uniquement sur les revenus fonciers.

La question de l'imposition constitue un enjeu essentiel pour les physiocrates. D'une part, parce qu'au XVIII^e siècle le système fiscal est en déficit, portant seulement sur la paysannerie (clergé et noblesse sont exemptés), il laisse s'échapper la plupart des richesses et les fermiers généraux s'octroient un bénéfice sur la collecte même des impôts. D'autre part, d'un point de vue plus idéologique, il s'agit de montrer à travers la démonstration des vertus de l'impôt unique sur les propriétaires terriens, que de la bonne gestion de la production par l'observation scrupuleuse des lois physiques découle l'ordre social le plus avantageux à tous les hommes.

Les trois classes

Une fois acceptée l'idée selon laquelle seule l'agriculture est à même de dégager une richesse authentique, l'ensemble des activités économiques ainsi que les statuts sociaux sont réinterprétés à l'aune de leur rapport à la terre. Ainsi, Quesnay distingue d'une part des activités « productives » et « stériles »; d'autre part des « classes productives » et des « classes stériles ». Les activités productives sont celles qui transforment les ressources de la terre en production, c'est-à-dire toutes les activités opérées par les travailleurs agricoles (laboufrage, semence, récolte) ainsi que l'activité du fermier qui, par ses avances, rend possible la production. Travailleurs agricoles et fermiers forment ainsi la « classe productive » de la nation. Les activités « stériles » sont celles qui transforment les produits agricoles en commodités : il s'agit de l'industrie, de l'artisanat et du commerce; et ceux qui exercent ces activités sont rassemblés au sein de la « classe stérile ».

Parallèlement à ces deux classes, on retrouve la classe des propriétaires terriens dont l'intérêt est le même que celui de la nation dans son ensemble – raison pour laquelle Quesnay les tient en haute estime – puisqu'ils désirent voir sortir de leur terre un produit net le plus élevé possible et que l'impôt sera prélevé sur cet excédent. Mis à part posséder des terres et les mettre à disposition des fermiers, le rôle des propriétaires se borne au paiement des impôts et à la dépense du surplus. Ils forment la classe intermédiaire entre les classes stériles et productives et rendent possible la production.

L'ordre de la société suppose donc essentiellement cette troisième classe de citoyens que Quesnay appelle la « classe mixte ». Cette dernière assure la liaison entre les deux classes, productive et stérile. En effet, s'ils ne font rien de productif en apparence, l'impôt qu'ils payent est le vecteur de la richesse du pays qui seule permet de produire de nouveau et en plus grandes quantités.

Le tableau économique

La publication du *Tableau économique* marque un moment important en économie. Il constitue en effet la première représentation quantitative de l'économie, quantitative au sens de chiffrée, mais non modélisée comme ce qui existe aujourd'hui. Cependant, ce qui est notable, est qu'après l'avoir conçu, les physiocrates n'ont rien fait de ce tableau. Il a été réinterprété des années plus tard par Marx et utilisé par les gouvernements russes lorsqu'ils ont cherché à instaurer une comptabilité nationale.

Une relecture « célèbre » du tableau est celle de Philippe Steiner, sur laquelle nous nous appuyons ici et qui souligne plusieurs éléments :

- Pour que le tableau fonctionne, il faut que les avances agricoles soient suffisantes pour pouvoir assurer la reproduction du produit net (au moins égales à 100 % de la production de l'année précédente).

- Ce tableau économique ne fonctionne que dans une société « physiocratique » idéale. Il s'agit d'un tableau statique de reproduction à l'identique, et pour que l'économie existe telle qu'elle est représentée dans le tableau il faut que les conditions identifiées par Quesnay et ses disciples soient assurées. Autrement dit, il faut que les habitants de la campagne ne soient ni spoliés par l'impôt, ni contraints; il faut que les grains et les marchandises en général circulent librement, qu'il y ait un impôt unique, qu'il n'y ait pas de subventions à la production manufacturière, qu'il n'y ait pas de théâtralisation ni d'accumulation de fortunes financières mais qu'au contraire l'argent circule, et, enfin, que le commerce extérieur soit ramené à son niveau minimal afin d'éviter les fuites.
- Enfin, l'existence de l'économie représentée par le *Tableau* suppose que les propriétaires terriens dépensent la même proportion de leur revenu pour les produits agricoles et les produits manufacturiers. Si cette proportion n'est pas respectée, on s'écarte de l'équilibre et le tableau « ne fonctionne » plus.

La formule arithmétique déduite de la formalisation de l'économie dans le tableau économique est donc la présentation d'un équilibre prescriptif, qui énonce un certain nombre de conditions très restrictives quant à la façon d'atteindre l'équilibre. *Le Tableau économique* est également un outil de type normatif puisqu'il énonce ce qui peut se produire lorsqu'on s'écarte de cet état mythique. À travers ce modèle, les physiocrates définissent un standard, le *Tableau économique* définit les règles du jeu, la norme. La forme mathématisée permet à Quesnay d'atteindre un objectif qui lui est cher: faire de l'économie une science et *non plus seulement* un objet d'étude politique. Un autre enjeu du tableau est de diffuser de la connaissance : il s'agit pour Quesnay d'instruire les citoyens sur le fonctionnement de l'économie pour qu'ils puissent s'y conformer.

||||| **Étude d'un extrait d'ouvrage**

Le terme « physiocratie » a été inventé par Dupont de Nemours et est formé par les mots grecs *physis*, nature et *kratos*, pouvoir. La Physiocratie désigne ainsi le pouvoir de la nature en double référence au rôle de la terre dans la production de richesses et à la croyance quasi religieuse en un ordre naturel dont il faudrait comprendre les lois.

Dans cette perspective, le rôle de l'économiste est de décrypter les lois de l'économie pour que les hommes puissent s'y conformer le mieux possible. Les lois naturelles qui forment l'ordre naturel sont formées par une puissance supérieure, que Quesnay appelle diversement « Dieu », « le Tout-Puissant », « le Créateur », « l'Être suprême », « l'Auteur de la nature » ou simplement « la Nature » (*Le despotisme de la Chine* (1767) dans Quesnay 1888, p. 637).

Dieu est une puissance créatrice mais également une « puissance législative ». Quesnay ajoute que le Dieu auquel il croit, ce grand législateur, n'est pas au-dessus des principes moraux et métaphysiques : il ne légifère pas arbitrairement, il n'intervient pas non plus intempestivement. Comme chez Leibniz dont il a sans doute lu les écrits, Dieu légifère chez Quesnay avec intelligence, connaissance et raison : il n'est pas le Dieu arbitraire et souverain de Descartes et Locke.

Ainsi, au fondement de l'économie, il y a l'intelligence divine qui a ordonné le monde. Mais quelles sont, précisément, les lois naturelles primitives concernant l'homme ? Chez Quesnay, elles peuvent se résumer au droit à la jouissance autrement dit à l'exclusivité des résultats de son travail et au respect le plus absolu de la propriété privée. La doctrine physiocrate est tout entière fondée sur le respect absolu de la propriété privée. Quesnay rejoint ici le cadre épistémologique de ses contemporains, celui de l'individualisme possessif qui se développe depuis John Locke.

Les lois se donnent en effet à l'homme comme des droits naturels auxquels Dieu nous donne accès et qu'il serait injuste de ne pas respecter car ce serait aller à l'encontre de la volonté et de l'intelligence divine. Mais alors, si l'ordre naturel institué par Dieu est si parfait, à quoi bon s'atteler à le connaître ? Pourquoi ne pas s'y soumettre tout simplement, puisqu'il s'applique à toutes les choses, qu'elles soient physiques ou morales, et ce pour le plus grand avantage des hommes ? En fait, l'ordre ne s'impose pas de lui-même auquel cas nous n'aurions aucune liberté de choisir nos actions ce qui est impossible pour un penseur des Lumières comme Quesnay. Dieu nous a faits différents des animaux qui ne peuvent choisir et donc ne peuvent être jugés. C'est seulement en suivant une liberté éclairée que nous pouvons adopter la bonne conduite, conforme à l'ordre naturel.

“ IL N’EN EST PAS DE MÊME DE L’ÂME RAISONNABLE; ELLE JOUIT PENDANT SON UNION AVEC LE CORPS D’UNE LIBERTÉ QUI LA REND MAÎTRESSE DE SES DÉTERMINATIONS ET ELLE EST ÉVIDEMMENT SOUMISE À UN ORDRE SUPÉRIEUR ET À DES LOIS INDISPENSABLES QUI LUI SONT COMMUNES ET QU’ELLE NE PEUT VIOLER LIBREMENT SANS CRIME ET SANS UNE DÉSOBÉISSANCE MANIFESTE ENVERS L’ÊTRE SUPRÈME, DONT LA JUSTICE ET LA PUISSANCE DOIVENT ÊTRE REDOUTABLES À TOUTE CRÉATURE INTELLIGENTE. CETTE MÊME LIBERTÉ NOUS FAIT PENSER, EN EFFET, QUE NOUS SOMMES CRÉÉS POUR UNE FIN QUI SUPPOSE NÉCESSAIREMENT DES RÉCOMPENSES QUE NOUS DEVONS MÉRITER; RÉCOMPENSES PRÉFÉRABLES AUX PLAISIRS OU AUX BIENS DONT LA JOUISSANCE NOUS EST DÉFENDUE PENDANT CETTE VIE; CAR, SANS CETTE FIN, ON NE VOIT PAS POURQUOI L'AUTEUR DE LA NATURE NOUS AURAIT DONNÉ LE POUVOIR DE TRANSGRESSER LES LOIS ÉTABLIES AVEC TANT DE SAGESSE [...] ; SI LUI-MÊME N’AVAIT PAS VOULU QUE NOUS LUI OBÉISSENS PAR CHOIX, PAR UNE VOLONTÉ ÉCLAIRÉE QUI [...] SE DÉTERMINE

ELLE-MÊME TANTÔT PAR DES MOTIFS INTÉRESSANTS, COMME LA CRAINTE ET L'ESPÉRANCE [...], TANTÔT PAR D'AUTRES MOTIFS PLUS NOBLES [...] QUI NOUS FONT SENTIR LA BEAUTÉ DE L'ORDRE [...]; SI L'ÊTRE SUPRÈME N'AVAIT PAS EU CETTE INTENTION, IL NOUS AURAIT ASSUJETTIS NÉCESSAIREMENT À L'EXÉCUTION DE SES VOLONTÉS, IL NOUS AURAIT FAIT AGIR SANS INTELLIGENCE, SANS LIBERTÉ, COMME LES BÊTES; C'EST-À-DIRE PAR DES IMPULSIONS DOMINANTES ET PUREMENt PHYSIQUES. ⁹⁹

Essai physique sur l'économie animale (1736), dans QUESNAY 2012, p. 760-761.

Le raisonnement est le suivant: Dieu ne nous aurait point conféré la liberté si ce n'était en vue d'une fin précise que nous devons mériter. Sinon, il lui aurait suffi de nous créer semblables aux bêtes, obéissant à l'ordre naturel et donc à Dieu sans choix possible. Retrouver l'ordre naturel est une mission existentielle pour l'homme, une sorte de profession de foi que Quesnay déduit de l'existence même de la liberté. L'économiste, en retrouvant l'ordre naturel, s'assure une place au paradis, et ouvre la voie à tous ses semblables. Il est en quelque sorte le messager de Dieu sur Terre qui exhorte l'ensemble des autres hommes à agir selon l'ordre et les lois naturelles.

Les lois positives sont donc le relais des lois naturelles. Elles sont en quelque sorte des lois de niveau deux puisqu'elles sont censées « assurer l'observation des lois naturelles ». Cela signifie donc que la puissance législative doit se conformer à la science économique puisque sa mission est de relayer l'ordre naturel lui-même découvert par cette science. Voilà donc la politique et l'économie inextricablement liées pour assurer la continuité de l'ordre naturel au sein de la société.

||||| **Des problématiques pertinentes**

- Quelle place doit occuper l'agriculture au sein de l'économie nationale?
- L'économie est-elle une science formelle au même titre que la physique?
- Les lois économiques sont-elles des lois positives et universelles ou bien sont-elles au contraire normatives et performatives?

III Son actualité

Le tableau économique

Le tableau économique constitue un premier pas vers la manière contemporaine de penser l'utilisation des outils mathématiques en économie. Il s'agit de la première modélisation d'un système économique permettant à Quesnay de faire passer l'économie du domaine de la politique à celui de la science.

Épistémologie

Dans la deuxième édition de son *Essai sur l'économie animale*, Quesnay développe sa théorie de la connaissance. Selon lui, nos connaissances proviennent de nos sens et de l'expérience, nous recherchons le plaisir et fuyons la peine. Il formule ainsi les prémisses du comportement intéressé de l'être humain. Sa pensée marque ainsi le début d'une réflexion en termes de maximisation de l'utilité que l'on retrouvera un siècle plus tard avec les auteurs de la révolution marginaliste : Jevons, Menger et Walras.

La croissance économique

La théorie physiocrate constitue un point de bascule intéressant car on quitte la pensée mercantile qui dominait la manière de penser l'économie et l'appréhendait comme un gâteau : la richesse est une donnée fixe et finie. Avec les physiocrates et l'idée de maximisation du surplus net, il devient possible de penser la croissance.

IV Bibliographie

- QUESNAY FRANÇOIS, *Oeuvres économiques complètes et autres textes*, Paris, INED, 2005.
- QUESNAY FRANÇOIS, *Physiocratie*, Paris, GF-Flammarion, 2008.
- QUESNAY FRANÇOIS, *Oeuvres économiques et philosophiques de F. Quesnay*, Paris, Hachette Livre BNF, (1888) 2012.
- STEINER PHILIPPE, « Le projet physiocratique : théorie de la propriété et lien social », dans *Revue économique*, 1987, vol. 38, n° 6, p. 1111-1128.
- STEINER PHILIPPE, *La « Science nouvelle » de l'économie politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

JD

Adam SMITH (1723-1790)

III Présentation de l'auteur

Adam Smith est né en Écosse en 1723 à Kirkcaldy. Son père, contrôleur des douanes meurt deux mois avant sa naissance. Il est donc élevé par sa mère. Élève brillant, il part étudier à Glasgow et a pour professeur et mentor Francis Hutcheson. Il obtient une bourse pour aller se former au clercat à l'Université d'Oxford mais il renonce à devenir pasteur à 26 ans, et se retrouve sans emploi. Quand il abandonne l'idée de devenir ecclésiastique, il donne des conférences à Édimbourg puis devient professeur à l'Université de Glasgow. À partir de 1752 il en occupe la chaire de philosophie morale. En 1759 il publie *Théorie des sentiments moraux*, son ouvrage de philosophie morale.

En 1763, il démissionne de son poste pour accompagner en France un riche duc dont il est précepteur. Il rencontre alors les physiocrates notamment Quesnay et Turgot et également les philosophes des Lumières françaises Voltaire et Rousseau dont il était un grand admirateur. À son retour en Écosse, il entame la rédaction de *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* qui sera publié en 1776.

Les influences de Smith sont multiples : d'un côté les sentimentalistes avec Hutcheson ou encore Hume dont il était lecteur et ami, d'un autre côté les physiocrates auxquels il s'opposera sur certains aspects dans ses écrits mais qui n'en restent pas moins une référence, et les philosophes des Lumières (françaises ou écossaises : Kant, Voltaire, Ferguson). Par ailleurs, tout son ouvrage *La Richesse des Nations* vise à s'opposer aux mercantilistes (désigné sous le nom de système commercial).

||| **Ses concepts clés**

La sympathie

Dans *Théorie des Sentiments Moraux* Smith cherche à répondre à deux grandes questions: i) quelle est l'origine de nos sentiments moraux et ii) comment peut-on expliquer trois caractéristiques du jugement moral que sont son caractère immédiat, son caractère universel et son caractère obligatoire?

Il y décrit la vie sociale et morale comme une vaste pièce de théâtre. Nous sommes constamment ou bien acteur ou spectateur et ce qui explique nos sentimentaux moraux ce n'est pas la raison mais la *sympathie*. Ce concept emprunté à Hume et Hutcheson désigne la transfusion d'une émotion d'une personne qui la ressent à une personne qui l'observe. La sympathie est un sentiment des plus fondamentaux, qui précède toute réflexion.

Le concept de sympathie permet de répondre à la question de l'immédiateté du jugement moral: face à l'expression de l'émotion d'un autre, j'entre ou non en sympathie avec ce qu'il ressent, et je le juge favorablement ou défavorablement selon ma capacité à ressentir à un certain degré sa propre passion. Cependant cette théorie ne permet d'expliquer ni le caractère universel ni le caractère obligatoire du jugement moral.

Le spectateur impartial

Pour pallier ce manque, Smith va analyser la sympathie en la dédoublant: celui qui est l'auteur d'une action va régler son action non seulement en fonction du plaisir qu'il pourrait éprouver à la suite cet acte mais aussi en prenant en compte la sympathie qu'autrui éprouvera en observant cette action. Chaque individu se comporte de façon qu'il y ait un accord entre le jugement sympathique des gens qui l'entoure et le sien. Ce mécanisme va jouer comme un personnage que l'on a construit et qui s'impose à nous. C'est un *spectateur impartial* dont le jugement est généralisable à l'ensemble de la société à partir du dédoublement de sympathie. Désormais, ce qui constitue le caractère universel d'un jugement moral est le fait que l'on réponde de manière spontanée au jugement d'un spectateur impartial auquel on pourrait donner le nom de conscience morale. On parvient ainsi à un jugement moral immédiat et universel.

Enfin, dans la lignée de Hume, Smith reprend l'idée que les individus ont plaisir à observer chez les autres des émotions semblables aux leurs et que les esprits humains sont des miroirs les uns des autres. Au fur et à mesure que le jugement du spectateur impartial s'affine à l'échelle d'une société, il devient de plus en plus difficile de lui déplaire.

Smith parvient ainsi à expliquer également le sentiment d'obligation, mais il ne parvient pas à identifier les règles qu'utilise le spectateur impartial pour juger du bien et du mal. Kant essaiera de répondre à cette question dans la

Critique de la raison pratique. Freud a proposé une théorie sur le bien et sur le mal à travers le concept de *sur moi*, à la différence que, chez Smith, il est conscient, tandis que chez Freud, il est inconscient.

Dans la septième et dernière révision de la *Théorie des sentiments moraux* opérée par Smith, ce dernier ajoute un avertissement (le chapitre 3) dans lequel il souligne la possible corruption des sentiments moraux induite par une admiration excessive pour la richesse et par un dédain ressenti à l'égard de la pauvreté. C'est ce qui va conduire Smith à mener une investigation économique. Il constate par ailleurs que le mécanisme des passions compensatrices identifié par Hume et qu'il reprend en grande partie vaut pour l'ensemble des passions sauf pour l'amour de l'argent. Comment dès lors expliquer que la recherche de l'enrichissement illimité de certains individus soit compatible avec le maintien voire l'amélioration du bien-être des autres? C'est pour répondre à cette question que Smith introduit le concept de capital.

Si la théorie économique de Smith a longtemps été considérée comme contradictoire avec ses écrits de philosophie morale ou tout au moins décorrélée, elle apparaît aujourd'hui dans la recherche contemporaine comme complémentaire. *Richesse des nations* vient en effet répondre à deux questions de philosophie morale et politique laissées en suspens dans *Théorie des sentiments moraux*. Comment des individus qui ne recherchent pas consciemment le bien commun peuvent-ils coexister harmonieusement et former une société? Faut-il nécessairement être vertueux pour concourir à l'intérêt général?

Enfin, un autre mystère économique qui interroge l'auteur dans son ouvrage de 1776 est le suivant. Au XIV^e et XV^e siècles, la Chine, le Japon, les pays d'Asie du Sud Est, l'Inde, et les pays d'Europe avaient des niveaux technologiques semblables. Que s'est-il passé ensuite en Europe pour que l'on assiste à un tel décollage?

Le travail comme source de la richesse

Dès l'introduction de son grand ouvrage d'économie politique, Smith définit « Le Travail annuel d'une nation » comme « le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie » (Smith, 1991a, p. 65). Une nation est plus ou moins riche selon qu'elle est « plus ou moins bien pourvue de toutes les choses nécessaires ou commodes dont elle éprouvera le besoin. » (Smith, 1991a, p. 65). Le travail est donc la source première de la richesse et la définition retenue par Smith est proche de celle de Locke : le travail est l'activité qui permet de s'approprier les biens de l'état de nature. Sont par conséquent appelés salaires, les biens que le travail acquiert. Le travail n'a pas besoin qu'existe une tierce personne pour le rémunérer, et n'induit pas nécessairement un rapport de subordination entre un employeur et un salarié, il est simplement la récompense de son travail.

Le premier livre de la recherche sur l'origine de l'opulence d'une nation est donc consacré aux moyens de perfectionner le travail et sur la manière dont sont distribués ses produits entre les différentes classes sociales. Smith va notamment comparer les sociétés primitives et les sociétés avancées et essayer de comprendre pourquoi et comment les sociétés avancées sont parvenues à un tel niveau d'abondance.

La productivité du travail

Une des sources de la richesse des sociétés avancées identifiée par Smith est la division du travail, source de productivité. Pourquoi la division du travail augmente-t-elle la productivité du travail? Trois éléments majeurs l'expliquent. La division technique du travail conduit les travailleurs à se concentrer sur une seule et même tâche, ce qui i) crée une accoutumance qui augmente l'habileté des travailleurs, ii) permet de gagner du temps en évitant les changements de postes de travail, iii) conduit au développement de nouvelles machines : d'une part, parce que les travailleurs, étant plus attentifs, peuvent identifier plus rapidement leurs besoins et mettre au point des outils capables d'y répondre, d'autre part, parce que cela libère du temps et des postes pour des individus dont la tâche devient précisément d'observer puis d'inventer des machines.

Cette question des bienfaits de la division *technique* du travail est développée au chapitre 1 de *Richesse des nations* dans le célèbre texte sur la manufacture d'épingles. Cependant, une autre division du travail existe et bénéficie à l'ensemble de la société, il s'agit de la division *sociale* du travail. Chaque individu se consacrant à ce qu'il sait le mieux faire, produit des biens en plus grande quantité et de meilleure qualité qu'il échange ensuite avec les autres producteurs. La division du travail n'est pas simplement une théorie économique, mais repose sur des fondations philosophiques, elle est la conséquence économique d'un penchant naturel à échanger chez des êtres doués de raison et de la parole.

Plus le marché est étendu, plus la division du travail est possible. Ainsi la division sociale du travail prévaut au sein d'une même nation mais également entre les nations et est à la base du commerce international. C'est sur la division sociale du travail que repose la théorie des avantages absolus selon laquelle une nation a intérêt à se spécialiser dans la production du ou des biens pour le(s)quel(s) elle détient un avantage absolu, autrement dit, pour le(s)quel(s) elle est la plus productive.

Une mesure réelle de la valeur d'échange

Ce qui fonde la richesse d'un individu ou d'une nation, c'est la somme des valeurs d'échange des marchandises qu'il produit ou possède, et non la valeur d'usage, c'est l'idée contenue dans le paradoxe de l'eau et du diamant que Smith reprend à Aristote. Dès lors Smith va se poser deux questions : i) comment mesurer la valeur d'échange ? ii) comment la déterminer ?

Intéressons-nous tout d'abord à la question de la mesure de la valeur. Cette recherche d'une mesure de la valeur d'échange va conduire Smith à rejeter une approche en termes de prix monétaires (approche des mercantilistes) au profit d'une approche en terme réel. La monnaie ne peut jouer le rôle d'étalon invariable de la valeur puisque sa valeur, son cours, va varier en fonction du stock d'or et d'argent disponible dans un pays ou dans une région du monde et de l'émission de billets et de pièces. Le problème avec une approche monétaire est que si le prix d'une marchandise varie il est impossible de savoir si cette variation de prix reflète un changement de la valeur de cette marchandise ou un changement de la valeur de la monnaie. À l'inverse, le travail constitue une mesure invariable. La peine procurée par une heure de travail doit être dans des conditions considérées comme « habituelles » à peu près la même « en tout temps et en tous lieux ».

« Ainsi le travail, ne variant jamais dans sa valeur propre, est la seule mesure réelle et définitive qui puisse servir, dans tous les temps et dans tous les lieux, à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises. Il est le prix réel, l'argent n'est que leur prix nominal. » (Smith, 1991a, p. 102). Il faut donc mesurer la valeur d'échange d'une marchandise en termes de peine liée au travail nécessaire à leur production. Smith obtient ainsi une mesure universalisable bien qu'apparemment subjective de la valeur.

Travail incorporé et travail commandé

La source de la valeur d'un bien est son prix réel que Smith va décliner en deux versions : valeur travail commandée et valeur travail incorporée. Il analyse la valeur en imaginant une évolution historique des civilisations et en étudiant le passage de l'état primitif et grossier des civilisations naissantes à l'état avancé des sociétés.

Une société primitive est une société dans laquelle il n'y a pas d'appropriation privée ni du capital ni de la terre et donc pas de revenus correspondants que seraient le profit et la rente. Ce qui est le produit de deux jours de travail vaut deux fois plus que ce qui est produit en un jour. Si tuer un castor coûte deux fois plus de peine que de tuer un daim, alors, avec le castor, un chasseur peut commander deux daims. La valeur du travail commandé est ainsi égale à la valeur travail incorporée et c'est ce qui caractérise le premier état des sociétés. Mais cet état ne dure pas et les sociétés deviennent rapidement plus civilisées.

L'état avancé des sociétés est caractérisé par la propriété privée des capitaux autrement dit des moyens de production et de la terre. Le chasseur de daims doit désormais déduire du produit de son travail une part à reverser au maître qui lui a fait l'avance des moyens de production, le profit, et une part destinée à rémunérer le propriétaire de la terre sur laquelle il a chassé, la rente. Le prix réel d'une marchandise n'est donc plus uniquement égal à la quantité de travail nécessaire à sa production, mais à la somme du travail, du profit et de la rente qui y ont participé. Désormais, la valeur du travail commandé diffère de la valeur du travail incorporé. Le prix réel d'une marchandise dans une société avancée est égal à la valeur du travail commandé qui est plus élevée que la valeur du travail incorporé.

III *Étude d'un extrait d'ouvrage*

Chez Smith, les intérêts du peuple (constitué par l'ensemble des travailleurs), et des capitalistes bien que divergents dans la détermination des revenus évoluent parallèlement et dans le même sens que les intérêts de la nation. À l'inverse, les intérêts des rentiers (les propriétaires terriens) varient en sens inverse de ceux de la nation, puisqu'il faut élever le prix de marché au-dessus du prix naturel pour dégager une rente, ce qui réduit le pouvoir d'achat des travailleurs. Cet élément est essentiel pour comprendre l'importance accordée au capital dans l'œuvre de Smith mais aussi et surtout pour comprendre l'analyse de la métaphore de la main invisible souvent mal interprétée et réduite à l'idée que servir ses intérêts personnels et égoïstes permet de servir l'intérêt général.

La métaphore de la main invisible apparaît à plusieurs reprises dans l'œuvre de Smith, d'abord dans *Théorie des sentiments moraux*, dans le premier chapitre de la quatrième section, au sujet des riches propriétaires terriens et des paysans travaillant sur leurs terres.

“**ILS NE CONSOMMENT GUÈRE PLUS QUE LES PAUVRES ET, EN DÉPIT DE LEUR ÉGOÏSME ET DE LEUR RAPACITÉ NATURELLE, QUOIQU’Ils N’ASPIRENT QU’À LEUR PROPRE COMMODITÉ, QUOIQU’UNE FIN QU’Ils SE PROPOSENT D’OBTENIR DU LABEUR DES MILLIERS DE BRAS QU’Ils EMPLOIENT SOIT LA SEULE SATISFACTION DE LEURS VAINS ET INSATIABLES DÉSIRS, ILS PARTAGENT TOUT DE MÊME AVEC LES PAUVRES LES PRODUITS DES AMÉLIORATIONS QU’Ils RÉALISENT. ILS SONT CONDUITS PAR UNE MAIN INVISIBLE À ACCOMPLIR PRESQUE LA MÊME DISTRIBUTION DES NÉCESSITÉS DE LA VIE QUE CELLE QUI AURAIT EU LIEU SI LA TERRE AVAIT ÉTÉ DIVISÉE EN PORTIONS ÉGALES ENTRE TOUS SES HABITANTS; ET AINSI, SANS LE VOULOIR, SANS LE SAVOIR, ILS SERVENT LES INTÉRÊTS DE LA SOCIÉTÉ ET DONNENT DES MOYENS À LA MULTIPLICATION DE L’ESPÈCE. ”**

SMITH, (1759) 2014, p. 256.

Smith n'approuve pas la richesse mais il reconnaît qu'elle agit comme un moyen de nourrir le peuple en créant des surplus. Cette conception des effets positifs de comportements *a priori* égoïstes et autozentrés rejoint son analyse des passions. Les passions négatives ou potentiellement destructrices sont compensées par des passions positives. Il observe les individus et constate qu'ils s'intéressent avant tout à ce qui leur apporte satisfaction, bien-être et bonheur personnel. Il accepte cette situation, et se demande si l'ensemble de ces intérêts individuels peut contribuer à l'intérêt collectif sans qu'il faille restreindre la liberté ou user abusivement d'une quelconque forme d'autorité. Dans *Théorie des sentiments moraux*, Smith propose donc une première version de la main invisible centrée sur des comportements individuels et localisés.

Mais d'un point de vue plus général, à la fois philosophique, social, économique et anthropologique, la métaphore de la main invisible conduit à remettre en cause l'évidence de la causalité issue de la pensée rationaliste. Il s'agit de reconsiderer l'idée selon laquelle tout qui se passe dans le monde économique ou social aurait une cause ou une ou plusieurs explication(s) logique(s), rationnelle(s). Smith ouvre ainsi la porte à un autre univers fondé sur les probabilités et les prévisions et non plus sur la certitude. Ce changement de paradigme constitue le tournant de la modernité : c'est l'entrée de la liberté humaine dans la pensée sociale où il n'y a plus une explication systématique mais une myriade de décisions individuelles qui à un moment donné vont faire sens et s'équilibrer.

La main invisible exprime donc une nouvelle vision de l'ordre qui ne correspond pas à l'idée traditionnelle d'une autorité irradiant du haut vers le bas. D'un point de vue politique, la description de ce nouveau monde n'est pas sans conséquence. Elle permet de justifier le passage d'un système dans lequel l'économie est gérée et bénéficie aux gouvernants, comme c'est le cas dans le système mercantile, à un système d'ouverture régulé non plus par l'État mais par un autre ordre, celui du marché.

“**EN PRÉFÉRANT LE SUCCÈS DE L'INDUSTRIE NATIONALE À CELUI DE L'INDUSTRIE ÉTRANGÈRE, IL NE PENSE QU'À SE DONNER PERSONNELLEMENT UNE PLUS GRANDE SÛRETÉ; ET EN DIRIGEANT CETTE INDUSTRIE DE MANIÈRE À CE QUE SON PRODUIT AIT LE PLUS DE VALEUR POSSIBLE, IL NE PENSE QU'À SON PROPRE GAIN; EN CELA, COMME DANS BEAUCOUP D'AUTRES CAS, IL EST CONDUIT PAR UNE MAIN INVISIBLE À REMPLIR UNE FIN QUI N'ENTRE NULLEMENT DANS SES INTENTIONS; ET CE N'EST PAS TOUJOURS CE QU'IL Y A DE PLUS MAL POUR LA SOCIÉTÉ, QUE CETTE FIN N'ENTRE POUR RIEN DANS SES INTENTIONS. TOUT EN NE CHERCHANT QUE SON INTÉRÊT PERSONNEL, IL TRAVAILLE SOUVENT D'UNE MANIÈRE BIEN PLUS EFFICACE POUR L'INTÉRÊT DE LA SOCIÉTÉ, QUE S'IL AVAIT**

RÉELLEMENT POUR BUT D'Y TRAVAILLER. JE N'AI JAMAIS VU QUE CEUX QUI ASPIRAIENT, DANS LEURS ENTREPRISES DE COMMERCE, À TRAVAILLER POUR LE BIEN GÉNÉRAL, AIENT FAIT BEAUCOUP DE BONNES CHOSES. IL EST VRAI QUE CETTE BELLE PASSION N'EST PAS TRÈS COMMUNE PARMI LES MARCHANDS, ET QU'IL NE FAUDRAIT PAS DE LONGS DISCOURS POUR LES EN GUÉRIR. ⁹⁹

SMITH, (1776) 1991b, p. 43.

Selon Smith, les individus vont naturellement chercher à investir près de chez eux pour des raisons de sécurité et de satisfaction personnelle, et donc favoriser les intérêts de la nation en cherchant leurs propres intérêts. La main invisible est donc cet ordre complexe qui fait coïncider les intérêts des capitalistes avec l'intérêt de la société sans recours à l'autorité de l'État. En investissant près de chez eux, les individus contribuent à la croissance et au développement de leur propre pays sans avoir même à conscientiser cet effet. Smith préconise que les capitalistes s'occupent de leurs affaires en considérant que c'est la meilleure façon pour eux de participer au bien-être général. Le corolaire est donc qu'ils ne doivent en aucun cas intervenir dans le gouvernement d'une nation.

||| ***Des problématiques pertinentes***

- Comment est-on passé d'une condamnation morale dans l'Antiquité de la cupidité et par l'Église du prêt à intérêts à un modèle fondé sur l'accumulation du capital?
- Quel lien entretient la pensée d'Adam Smith avec le libéralisme économique?
- Dans quelle mesure peut-on considérer que la métaphore de la main invisible est l'ancêtre de la théorie des externalités positives?

||| ***Son actualité***

Ces dernières années, les économies se libéralisent avec un désengagement des États dans les entreprises historiquement publiques (SNCF, France Télécom, etc., en France). La métaphore de la main invisible apparaît comme une justification raisonnable et éthique à la mise en place d'une économie libérale régulée par le marché dans laquelle la libre concurrence, la flexibilité des prix, l'initiative individuelle sont censées assurer l'efficacité du système et encourager l'innovation. Adam Smith critiquait en outre vigoureusement les monopoles et les priviléges, les considérant comme des obstacles à la concurrence, à l'innovation, et au bien-être général de la société. Il estimait que les monopoles, souvent établis grâce à des priviléges accordés par l'État ou à des accords entre entreprises, nuisaient à l'efficacité du marché en entraînant

des hausses de prix et une baisse de la qualité des biens et services pour les consommateurs. Ce point est néanmoins à nuancer, puisque Smith considérait toutefois que l'État devait garder la gestion des activités dites « régaliennes » que sont la sécurité extérieure et intérieure (armée et police), la santé, l'éducation et les infrastructures, de transport notamment. Ces activités sont des supports nécessaires au développement économique. Les débats contemporains sur le rôle de l'État dans la santé, l'éducation ou l'infrastructure économique montrent à quel point cette vision reste d'actualité.

La division du travail identifiée par Smith comme source première de productivité est aujourd'hui poussée à son point culminant et prend la forme d'une division sociale internationale du travail. De nombreuses grandes entreprises ont une chaîne de valeur internationale c'est-à-dire que leur production est répartie dans plusieurs pays du monde selon les spécialisations de chacun d'entre eux. Ainsi, la chaîne de valeur d'Apple© est extrêmement divisée. La conception et la R&D se font principalement aux États-Unis, tandis que la production de composants et l'assemblage final sont répartis en Chine, au Vietnam, en Inde et dans d'autres pays d'Asie. Autre exemple, Nike conçoit ses produits aux États-Unis, mais fait appel à des fournisseurs dans des pays comme le Vietnam, la Chine et l'Indonésie pour la production de ses chaussures et de ses vêtements. La distribution et le marketing, quant à eux, sont gérés depuis différents hubs mondiaux.

Bibliographie

- DELEPLACE GHISLAIN, *Histoire de la pensée économique*, Paris, Dunod, 2^e édition, 2007.
- SMITH ADAM, 1991a, *Richesse des nations*, Tome 1, Paris, Flammarion, Garnier, (1776) 1991.
- SMITH ADAM, 1991b, *Richesse des nations*, Tome 2, Paris, Flammarion, Garnier, (1776) 1991.
- SMITH ADAM, *Théorie des sentiments moraux*, Paris, PUF, (1759) 2014.

JD

Thomas MALTHUS (1766-1834)

☰ Présentation de l'auteur

Thomas Robert Malthus est un économiste et démographe britannique né en 1766 à Rookery, près de Dorking, dans le Surrey. Fils du philosophe Daniel Malthus, il grandit dans un environnement intellectuellement stimulant, baigné dans les idées des Lumières. Après des études à Cambridge, il est ordonné pasteur anglican en 1797, mais il devient surtout célèbre comme économiste et professeur d'histoire et d'économie politique à l'*« East India Company College »* à Haileybury.

Malthus est aujourd'hui connu pour avoir posé les bases de la démographie moderne et pour ses théories souvent controversées sur la croissance de la population. Ses travaux, notamment son célèbre *Essai sur le principe de population* (1798), ont influencé aussi bien l'économie politique que la sociologie, et les débats contemporains sur l'environnement et le développement durable. En effet, le nom de Malthus, a donné lieu à la formation de l'adjectif « malthusien », fréquemment employé avec une connotation péjorative pour qualifier une attitude conservatrice, marquée par la crainte de la pénurie et la défiance à l'égard de l'investissement. Il a également engendré une doctrine, le malthusianisme, qui se traduit par la mise en œuvre de politiques de régulation des naissances visant à contenir la croissance démographique.

☰ Ses concepts clés

Le principe de population

Formulé pour la première fois dans son célèbre *Essai sur le principe de population* (1798), le « principe de population » constitue le cœur de la pensée malthusienne. Selon Malthus, il existe une tendance naturelle, inscrite dans la condition humaine, à la croissance démographique exponentielle : la population, si elle n'est pas freinée, tend à croître selon une progression géométrique (2, 4, 8, 16...), tandis que les ressources alimentaires, elles, n'augmentent qu'en

progression arithmétique (1, 2, 3, 4...). Cette dissymétrie engendre, tôt ou tard, un déséquilibre structurel entre les besoins croissants de la population et les moyens de subsistance disponibles.

Malthus en tire une loi naturelle de limitation : puisque la croissance démographique dépasse nécessairement la croissance des ressources, des mécanismes correcteurs – qu'il appelle « freins » – interviennent pour rétablir l'équilibre. Il distingue deux types de freins :

- les freins positifs, tels que la famine, la guerre, les épidémies, qui augmentent la mortalité ;
- les freins préventifs, tels que le report du mariage, le célibat volontaire, ou la limitation des naissances, qui diminuent la natalité.

Dans cette perspective, Malthus considère que la misère, loin d'être un accident de l'histoire, est une conséquence inévitable des lois naturelles de la population. Il rejette ainsi l'idée selon laquelle l'amélioration des conditions sociales conduirait mécaniquement à une amélioration durable du sort des classes laborieuses. Au contraire, toute élévation du niveau de vie, si elle n'est pas accompagnée d'un contrôle des naissances, risquerait de relancer la croissance démographique et de reproduire les mêmes déséquilibres.

Vision pessimiste de la société

La pensée de Thomas Robert Malthus repose sur une anthropologie fondamentalement pessimiste, qui rompt avec l'optimisme éclairé de nombreux penseurs de son temps. Dans le sillage des Lumières, des auteurs tels que Condorcet ou Godwin soutenaient l'idée d'un progrès moral et matériel indéfini de l'humanité, rendu possible par les avancées scientifiques, l'éducation et la réforme des institutions. Malthus s'inscrit en faux contre cette perspective, qu'il juge irréaliste et dangereusement utopique.

Au cœur de sa pensée se trouve l'idée selon laquelle l'homme est mû par des instincts irrépressibles, notamment la pulsion sexuelle et le désir de reproduction, que seule une discipline morale rigoureuse peut canaliser. Or, dans un contexte d'abondance, ces instincts tendent à se libérer, provoquant une explosion démographique qui excède rapidement les capacités de production agricole. Pour Malthus, cette dynamique débouche inévitablement sur la pauvreté, la disette et la misère, qui ne sont pas des phénomènes transitoires ou accidentels, mais des composantes structurelles de l'existence humaine.

Cette vision l'amène à considérer que l'aide sociale, loin de soulager durablement la pauvreté, ne fait qu'aggraver le problème en affaiblissant les freins naturels à la natalité. Il s'oppose donc fermement aux Poor Laws (les lois d'assistance aux indigents) en vigueur en Grande-Bretagne, estimant qu'elles encouragent la dépendance, la démographie incontrôlée et, *in fine*, l'aggravation de

la misère collective. Dans cette logique, la misère devient une forme d'équilibre naturel, un mécanisme correcteur, aussi cruel que nécessaire, permettant de contenir la croissance de la population.

Malthus adopte ainsi une conception antirévolutionnaire et conservatrice de la société. Il se méfie des grandes réformes sociales et politiques, qu'il juge incapables de modifier les lois naturelles gouvernant la condition humaine. Il rejette les utopies égalitaristes, qu'il considère comme naïves, et plaide pour une éthique de la responsabilité individuelle et de la sobriété morale. Cette vision, souvent jugée sévère, fait de lui l'un des premiers penseurs à introduire la rareté et les contraintes naturelles comme éléments centraux de l'analyse socio-économique.

De fait, le pessimisme de Malthus ne réside pas tant dans un fatalisme résigné que dans la reconnaissance d'un ordre naturel indépassable, auquel les sociétés doivent s'adapter, sous peine de sombrer dans le chaos. Cette approche, critiquée pour son austérité, aura néanmoins une influence décisive sur la naissance de l'économie politique moderne et sur les débats contemporains autour de la démographie, de la pauvreté et de la soutenabilité écologique.

Étude d'un extrait d'ouvrage

“ CELUI QUI NAÎT DANS UN MONDE DÉJÀ OCCUPÉ, S’IL NE PEUT OBTENIR DE QUOI SUBSISTER DE SES PARENTS À QUI IL EST EN DROIT D’EN DEMANDER, ET SI LA SOCIÉTÉ N’A PAS BESOIN DE SON TRAVAIL, N’A PAS LE MOINDRE DROIT DE PRÉTENDRE À LA PLUS PETITE PORTION DE NOURRITURE; ET DANS LE FAIT IL EST DE TROP DANS CE MONDE. AU GRAND BANQUET DE LA NATURE, IL N’Y A POINT DE COUVERT POUR LUI. LA NATURE LUI SIGNIFIE DE S’EN ALLER, ET ELLE NE TARDERA PAS À EXÉCUTER SON PROPRE COMMANDEMENT, S’IL NE PARVIENT PAS À INTÉRESSER EN SA FAVEUR LA PITIÉ DES CONVIVES. S’ILS SE LÈVENT ET LUI FONT PLACE, BIENTÔT D’AUTRES INTRUS SE PRÉSENTERONT POUR DEMANDER LA MÊME FAVEUR. DÈS QUE LA NOUVELLE SE RÉPANDRA QU’ON ACCORDE DES SECOURS À TOUT VENANT, LA SALLE SERA BIENTÔT REMPLIE D’UNE MULTITUDE QUI EN SOLLICITERA. L’ORDRE ET L’HARMONIE DE LA FÊTE SERONT TROUBLÉS; L’ABONDANCE QUI RÉGNAIT AUPARAVANT SE CHANGERÀ EN DISETTE; ET LE BONHEUR DES CONVIVES SERA DÉTRUIT PAR LE SPECTACLE DE LA MISÈRE ET DE L’HUMILIATION QUI S’OFFRE DE TOUTES PARTS [...]. ”

MALTHUS, *Essai sur le principe de population*, (1798) 1863.

Cet extrait illustre la radicalité de la pensée malthusienne : la nature elle-même réguleraît la population en excluant ceux qui ne peuvent être nourris. En effet, dès les premières lignes, Malthus suggère que le monde n'offre pas une place garantie à chaque nouvel être humain. Contrairement aux philosophies humanistes ou religieuses selon lesquelles tout homme possède un

droit inaliénable à la vie et à la dignité, Malthus inscrit l'existence humaine dans une logique de rareté et de concurrence : la planète, selon lui, ne peut accueillir une croissance illimitée de la population. Malthus personifie ici la nature comme une force autoritaire qui régule la population humaine par des mécanismes de souffrance et de mort : famine, maladie, misère. Ce n'est pas un châtiment moral, mais une simple conséquence des lois physiques et biologiques. L'homme qui excède les ressources disponibles est rejeté comme un corps étranger dans un système déjà saturé.

Alors, la société n'a pas à subvenir à ses besoins, car cela reviendrait à dérégler l'équilibre naturel. Malthus rejette donc tout droit universel à l'existence matérielle, dès lors qu'il n'est pas « mérité » par l'utilité productive. C'est une vision ultra-libérale et darwinienne avant l'heure, où seuls ceux qui s'insèrent dans le tissu productif ont une légitimité sociale. Ce passage illustre aussi à la perfection ce que l'on appelle souvent le « réalisme malthusien » : une vision du monde fondée sur la contrainte, le calcul et la sélection. Il constitue une rupture radicale avec les idéaux de solidarité universelle et d'égalité des droits, et continue, à ce titre, de susciter des débats vifs, tant dans le domaine économique que dans les enjeux écologiques actuels.

||||| **Des problématiques pertinentes**

- Quels sont les effets pervers des politiques sociales ?
- Quels liens peut-on établir entre la pensée de Malthus et la décroissance ?
- Peut-on réellement parler de « responsabilité individuelle » dans la régulation de la population ?

||||| **Son actualité**

Néo-malthusianisme

À partir de la fin du XIX^e siècle, les idées de Malthus renaissent sous forme de néo-malthusianisme, mouvement qui prône le contrôle volontaire des naissances, cette fois avec des méthodes contraceptives. Ces idées ont influencé des penseurs comme Paul Ehrlich, auteur de *The Population Bomb* (1968), et les débats contemporains sur la surpopulation mondiale.

Environnement et développement durable

Aujourd’hui, Malthus est souvent cité dans les débats sur le changement climatique, l’épuisement des ressources, ou la sécurité alimentaire mondiale. Son intuition selon laquelle il existe un écart structurel entre la croissance de la population et celle des ressources reste pertinente. Toutefois, de nombreuses critiques soulignent que les progrès techniques, agricoles et organisationnels ont jusqu’ici repoussé les limites malthusiennes, du moins à court terme.

Critiques contemporaines

Les économistes modernes, comme Amartya Sen, remettent en cause l’approche fataliste de Malthus. Ils soulignent que la famine n’est pas toujours liée à un manque de ressources, mais à une mauvaise répartition, des conflits ou à des défaillances politiques. De plus, la transition démographique observée dans la plupart des pays du monde tend à montrer que la croissance démographique ralentit naturellement avec le développement économique et l’accès à l’éducation. Enfin, l’économiste Daniel Cohen dans *La prospérité du vice*, s’il fait bien de la « loi de Malthus » l’acte fondateur de la science économique, et ce dès le Moyen Âge avec une croissance de la population supérieure à celle de la production agricole du fait des rendements décroissants, nous rappelle aussi que cette loi n’a plus cours en France, à partir du milieu du XVIII^e siècle, avec la chute de la natalité et la transition démographique qui s’enclenche.

Bibliographie

- COHEN DANIEL, *La prospérité du vice*, Paris, Albin Michel, 2009.
- EHRLICH PAUL, *The Population Bomb*, San Francisco, Sierra Club, 1968.
- MALTHUS THOMAS, *An Essay on the Principle of Population*, 1798.
- MALTHUS THOMAS, *Principles of Political Economy*, 1820.

MP

David RICARDO (1772-1824)

Présentation de l'auteur

David Ricardo (1772-1823) est un économiste britannique majeur du courant classique, contemporain d'Adam Smith et de Thomas Malthus. Fils d'un banquier d'origine juive portugaise, il se lance très jeune dans la finance et fait fortune à la Bourse de Londres. Autodidacte en économie, il découvre les *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* d'Adam Smith à l'âge de 27 ans, ce qui déclenche sa vocation intellectuelle.

En 1817, il publie son œuvre maîtresse : *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. Ce texte marque une inflexion de la pensée économique classique, en mettant l'accent sur les lois de répartition de la richesse entre les différentes classes sociales (propriétaires fonciers, capitalistes et travailleurs) : Karl Marx lui-même voyait en Ricardo le premier économiste à faire de l'opposition entre le salaire, le profit et la rente, le point de départ de son analyse dans *Le Capital* (cf. fiche n° 25).

Ricardo siège également au Parlement britannique à partir de 1819, où il défend des positions libérales, notamment contre les lois protectionnistes sur les céréales (*Corn Laws*).

Ses concepts clés

La loi ou la théorie des avantages comparatifs

C'est l'un des fondements du libre-échange. Ricardo montre que même un pays moins productif dans tous les domaines peut tirer parti du commerce international en se spécialisant dans la production où il est relativement le plus efficace. Ce principe constitue une révolution intellectuelle : la spécialisation permet un gain mutuel, même en l'absence d'avantage absolu. Par exemple, si l'Angleterre produit mieux du drap et le Portugal du vin, chacun a intérêt à se spécialiser et à échanger, même si le Portugal est plus productif dans les deux cas.

La théorie de la rente différentielle

Ricardo explique que la rente foncière naît de la rareté et de la qualité inégale des terres. Les meilleures terres sont cultivées en premier. À mesure que la population croît, on doit cultiver des terres de qualité inférieure, ce qui génère une rente sur les terres plus fertiles. Cette théorie a influencé l'économie agraire et la réflexion sur la propriété foncière.

La répartition des richesses

Dans sa vision, la production croît, mais les profits des capitalistes tendent à décroître, car la rente des propriétaires augmente avec la rareté des terres et les salaires augmentent avec la pression démographique. Ce déséquilibre aboutit à «un état stationnaire». Ricardo s'intéresse donc moins à la croissance qu'à la répartition des revenus entre classes sociales.

La théorie de la valeur-travail

Pour Ricardo, la valeur d'échange d'un bien repose sur la quantité de travail nécessaire à sa production, et non sur son utilité. Le travail se divise en deux : le travail direct, de l'ouvrier, et le travail indirect, le capital, c'est-à-dire le travail passé qui a permis la création du capital utilisé lors de la production. Autrement dit, le travail incorporé dans la production d'un bien détermine sa valeur d'échange à long terme. Bien sûr, sa théorie sur des hypothèses simplificatrices pour isoler l'effet du travail : le marché est supposé en concurrence parfaite, le capital est mesurable et peut être converti en quantité de travail antérieur, ou enfin, le temps de travail, en durée et en intensité, considéré comme homogène.

L'équivalence ricardienne

Dans son article de 1820, «Funding System», publié dans l'Encyclopedia Britannica, Ricardo se demande comment réduire l'endettement anglais creusé par les guerres napoléoniennes. Il postule qu'il y a équivalence entre rembourser immédiatement la dette, le faire à l'aide d'un emprunt ou prélever davantage d'impôts dans la population. En effet, quelle que soit la solution retenue, elle correspondra toujours à un transfert de ressources des particuliers vers l'État.

||||| **Étude d'un extrait d'ouvrage**

“ LA MÊME CAUSE QUI ÉLÈVE LES SALAIRES, À SAVOIR L'AUGMENTATION DU CAPITAL, TEND À FAIRE BAISER LE PROFIT. UNE AUGMENTATION DU CAPITAL ENTRAÎNE UN SURCROÎT DE DEMANDE DE TRAVAIL, CE QUI ÉLÈVE LES SALAIRES, MAIS LES PROFITS DIMINUENT DANS LA MÊME PROPORTION. ”

RICARDO, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817.

Dans cet extrait, Ricardo met en lumière un mécanisme de tension entre salaires et profits. Une croissance du capital disponible stimule la demande de travail, donc les salaires. Cependant, les profits, eux, diminuent car le surplus versé aux travailleurs est autant de moins pour les capitalistes. Cette analyse préfigure la loi des rendements décroissants et annonce une forme de limite naturelle à l'accumulation du capital.

Cette logique ricardienne s'oppose à la vision d'une croissance harmonieuse. Elle inspire des réflexions futures sur la dynamique des inégalités, et montre la nature conflictuelle des rapports économiques sous-jacents à la production.

||||| **Des problématiques pertinentes**

- Comment la théorie des avantages comparatifs peut-elle encore justifier le libre-échange à l'ère des chaînes de valeur mondialisées ?
- La répartition des richesses décrite par Ricardo annonce-t-elle les dynamiques d'inégalités modernes ?
- L'état stationnaire décrit par Ricardo est-il compatible avec les enjeux écologiques contemporains ?

||||| **Son actualité**

La pensée néo-ricardienne

La pensée des néo-ricardiens constitue un courant hétérodoxe en économie, qui reprend, actualise et approfondit les idées de Ricardo. Ce courant, souvent associé à l'école de Cambridge (notamment Piero Sraffa, Luigi Pasinetti, Pierangelo Garegnani, et d'autres), s'est surtout développé à partir du xx^e siècle, en opposition à la théorie néoclassique dominante.

Les néo-ricardiens rejettent la théorie de la valeur subjective (utilité marginale) et les mécanismes d'équilibre général. Selon eux, les prix ne sont pas déterminés par l'offre et la demande, mais par les conditions objectives de production. De plus, le profit, les salaires et les rentes sont déterminés par des rapports sociaux et historiques, et non des préférences individuelles. Ils reprennent et

développent une théorie objective de la valeur, où la valeur d'un bien dépend des quantités de biens utilisés dans sa production. Enfin, ils insistent sur l'idée que le salaire réel et le taux de profit sont inversement liés, une idée déjà présente chez Ricardo. Ainsi, il n'y a pas de « loi naturelle » garantissant une répartition optimale des revenus : celle-ci dépend de luttes sociales et institutionnelles.

Libre-échange et mondialisation

Le principe des avantages comparatifs reste un pilier de l'économie internationale moderne. Il est toujours enseigné comme un argument fondamental en faveur du libre-échange, notamment à l'OMC. Toutefois, les critiques contemporaines soulignent que la spécialisation peut entraîner des désindustrialisations, dépendances stratégiques et pertes d'emplois, ce que Ricardo n'avait pas anticipé.

Inégalités et répartition

La pensée de Ricardo est redevenue centrale avec des auteurs comme Thomas Piketty (*Le Capital au XXI^e siècle*) qui remettent au cœur du débat la répartition des richesses entre capital et travail. La montée des rentes immobilières, foncières et même numériques est l'occasion de réactualiser sa théorie de la rente.

Écologie et limites à la croissance

Le concept d'état stationnaire trouve un écho dans les débats écologiques. Des économistes comme Herman Daly ou des courants de la décroissance revisitent Ricardo pour penser une économie sans croissance, fondée sur une redistribution juste des ressources et une gestion raisonnée des rendements décroissants.

Une réelle équivalence ricardienne ?

En 1974, Robert Barro montre dans *Are Government Bonds Net Wealth?* que, sous conditions très restrictives, dette et impôt sont équivalents pour financer l'État. Dès lors, une relance budgétaire est neutre : elle ne produit ni multiplicateur keynésien ni effet d'éviction néoclassique.

Bibliographie

- PIKETTY THOMAS, *Le Capital au xxie siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 2013.
- RICARDO DAVID, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817.
- SRAFFA PIERO, *Production of Commodities by Means of Commodities: Prelude to a Critique of Economic Theory*, London, Cambridge University Press, 1960.

MP

Léon WALRAS (1834-1910)

Présentation de l'auteur

Léon Walras, né à Évreux en 1834, a grandi dans une famille passionnée par l'économie, son père, Auguste Walras, étant lui-même économiste. Il a occupé divers postes, notamment celui de directeur de banque, mais c'est principalement grâce à ses écrits qu'il a acquis une renommée: Walras, de l'école de Lausanne, est l'un des fondateurs avec Carl Menger, de l'école autrichienne, et Stanley Jevons, de l'école anglaise, du courant marginaliste de la pensée néo-classique; il s'agit bien d'un exemple de «découvertes multiples» au sens du sociologue Robert Merton. Il entend renouveler les fondements micro-économiques de l'argumentaire classique en faveur du libéralisme. Walras, en ayant décrit l'équilibre de concurrence parfaite en équilibre général, est considéré comme le plus grand de tous les économistes par Joseph Schumpeter: «Toutefois, en ce qui concerne la théorie pure, Walras m'apparaît comme le plus grand économiste. Son système d'équilibre économique révèle une originalité "révolutionnaire" tout en ayant les qualités d'une synthèse classique.» (Schumpeter, 1983, p. 110-111). Il faudra néanmoins attendre la fin du XIX^e siècle pour que l'expression «révolution marginaliste» apparaisse.

Ses concepts clés

L'utilité marginale

Il existe un lien entre l'utilité d'un bien pour le consommateur et sa quantité consommée. Précisément, le calcul économique de l'agent porte sur l'utilité marginale (U_m) d'un bien, c'est-à-dire, celle de la dernière unité consommée. Sachant que cette utilité marginale est décroissante selon la loi de satiété (l'eau est un bien précieux, mais la valeur d'un verre diminue au fur et à mesure que j'étanche ma soif), l'agent économique rationnel n'acceptera de consommer plus que si le prix diminue, la demande étant décroissante vis-à-vis du prix. De fait, il maximisera son bien-être si et seulement si $U_{ma}/U_{mb} = P_a/P_b$. (U_{ma} est l'utilité marginale du bien a; U_{mb} est l'utilité marginale du bien b; P_a est

le prix bien du bien a; Pb est le prix du bien b). Ainsi, avec le regretté professeur d'économie, spécialiste d'histoire de la pensée économique, Mark Blaug, nous pouvons affirmer que la révolution marginaliste est bien une révolution au sens où « ce paradigme est l'idée que la détermination des prix et l'allocation des ressources lorsque les quantités de facteurs de production sont fixées est le problème économique [...]. » (Blaug, (1996) 1999, p. 372).

L'équilibre général

Walras est surtout connu pour sa formulation de la théorie de l'équilibre général, qui stipule que tous les marchés d'une économie interagissent simultanément pour établir un équilibre des prix. Il a montré que si tous les marchés, sauf un, sont en équilibre, alors le dernier marché doit également être en équilibre, ce qui est connu sous le nom de loi de Walras. Walras démontre ainsi l'existence d'un équilibre général et aussi sa stabilité sous une forme mathématique. Cet équilibre général est une situation idéale où tous les produits trouvent acheteur sans qu'il y ait de surproduction, de sous-consommation, de crise ou même de croissance. Pour parvenir à cet équilibre général, faut-il encore que l'économie respecte les cinq conditions de concurrence pure et parfaite.

Pour que la concurrence soit qualifiée de « pure », tout d'abord, le marché doit remplir les trois conditions suivantes :

1. L'atomicité : le nombre d'acheteurs (coté demande) et de vendeurs (coté offre) est très grand: aucun agent n'est capable de « peser » ni, *a fortiori*, de fixer à lui seul les prix.
2. L'homogénéité des produits : dans l'industrie, toutes les firmes livrent des produits que les acheteurs jugent identiques, homogènes ou substituables. Les biens échangés sont semblables en qualité et en caractéristiques, et donc interchangeables; un produit de meilleure qualité réelle ou supposée constitue donc un autre marché.
3. La libre entrée et sortie sur le marché : quiconque veut s'adonner à une certaine production peut le faire sans restriction ni délai. Les firmes qui composent l'industrie ne peuvent s'opposer à l'arrivée de nouveaux entrants.

Ensuite, pour que la concurrence soit « parfaite », le marché doit remplir les deux conditions suivantes :

1. La libre circulation des facteurs de production (le capital et le travail) : les facteurs de production sont parfaitement mobiles et peuvent se déplacer d'une industrie à l'autre. La main-d'œuvre et les capitaux se dirigent spontanément vers les marchés où la demande est supérieure à l'offre.